

Violent coup de froid sur le climat des affaires

« L'économie française sous la menace d'un sévère coup de frein », titre Les Echos, alors que le moral des chefs d'entreprise plonge. En juillet, le climat des affaires a chuté de 5 points, selon les données de l'Insee publiées hier, à son plus bas niveau depuis février 2021 (94). Aucun secteur n'est épargné. Dans l'industrie, l'indicateur de l'Insee s'est effondré de 5 points, à 95. La majorité des patrons ont répondu à l'enquête après la dissolution mais avant le second tour des législatives. Le contexte politique a clairement stoppé le petit regain de confiance qui s'amorçait au printemps, mais la dégradation de la demande étrangère explique aussi la morosité des industriels. Dans l'industrie, « le solde d'opinion associé au niveau des carnets de commandes étrangers atteint son plus bas niveau depuis mai 2021 », selon l'Insee. Ce refroidissement général se lit naturellement dans le climat de l'emploi, qui, lui aussi, s'altère de 4 points, à 96. « L'économie a besoin de visibilité, de stabilité », a martelé hier matin Patrick Martin, sur France Info. En attendant d'y voir clair sur la politique budgétaire et fiscale qui sera menée dans le pays, l'attentisme domine avec, à la clé, des investissements et des embauches gelés. « Le contexte politique ne permet pas de se projeter », insiste Fabrice Le Saché, vice-président du Medef chargé de l'Europe, pointant une « situation instable » et un « concours Lépine du matraquage fiscal ». « Sans espoir de sortir vite de l'impasse politique, il est à craindre que les conditions d'activité et d'emploi continuent de se dégrader durant l'été », écrit Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo BHF, dans une note publiée hier. S'il n'exclut pas que les JO puissent sauver le troisième trimestre, « ensuite, le débat budgétaire difficile, et les menaces latentes de hausse d'impôts, ne vont pas aider à rétablir la confiance », prédit-il. (Les Echos, p.6)

« C'est en 2025 que la croissance risque d'être touchée », titre Les Echos, qui ouvre ensuite ses colonnes à Denis Ferrand. Pour le directeur général de Rexecode, il est trop tôt pour mesurer les conséquences de l'instabilité politique sur l'activité économique. « Il faut attendre de savoir si le ressenti s'est traduit par des actes », dit-il. Denis Ferrand estime que la seconde partie de l'année sera conditionnée aux comportements de consommation et d'épargne des ménages. La perspective d'une croissance de 0,8 % cette année, estimée par Rexecode, « reste crédible à condition que l'économie française ne subisse pas des chocs aussi violents que ceux que prévoit le programme du NFP. Tout dépendra aussi des retombées économiques réelles des Jeux olympiques », ajoute Denis Ferrand, pour qui, « en réalité, c'est en 2025 que la croissance risque d'être touchée. Ce, d'autant que des mesures d'économies budgétaires seront nécessaires pour réduire les déficits publics. » (Les Echos, p.6)